

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 544 30 OCTOBRE 2007

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LA TOUSSAINT :

Le 1^{er} novembre sera la fête de tous les saints, c'est-à-dire de tous ceux qui auront accepté la miséricorde infinie de Dieu

Contact : micheldeponcins@easyconnect.fr

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

QUI SONT LES CHEQUARDS (suite sans jamais de fin)

Nous nous sommes référés récemment au scandale de Panama : la compagnie de Panama avant de faire faillite, en ruinant une énorme quantité d'épargnants, avait acheté des journalistes, des hommes politiques et des ministres par des chèques. À l'époque, les personnes corrompues étaient accusées d'être des chéquards.

La découverte par l'ensemble du peuple français de l'immense trésor accumulé par l'UIMM, principale composante du MEDEF, pose à nouveau la question : qui ils sont les chéquards ?

L'affaire est loin d'être finie. Aujourd'hui nous allons simplement énoncer certaines phrases lues dans un journal parmi d'autres qui permettront à chacun de se faire une opinion.

Figaro économie du 23 octobre 2007 : « Sans connaître le détail des pratiques de l'UIMM que l'on découvre avec étonnement au jour le jour, tout le monde a laissé faire peut-être parce que ce de façon ou d'une autre l'UIMM est arrivée à irriguer tout le monde ».

Même journal, déclaration d'Yvon GATTAZ, ancien président du CNPF : « c'est une tradition de puis 120 ans, puisque la loi de 1884 a été créée pour cela. C'était la règle des lessiveuses : les patrons mettaient les billets dedans pour les syndicats »

Même journal, un ancien responsable patronal : « tout le monde est très au courant et très informé. S'il doit y avoir une opération « mains propres », cela ne s'arrêtera pas à l'UIMM. Les Medef locaux n'ont plus d'argent parce que les grandes entreprises préfèrent cotiser aux fédérations professionnelles. Les pompes à finances, c'est la formation et la médecine du travail ».

Dans le même journal, la journaliste Béatrice Taupin écrit : « l'UIMM voulait demeurer l'interlocuteur majeur et incontournable des entreprises dans le domaine de la formation. Elle a donc rédigé, à un certain moment, comme cela se fait souvent lorsque l'on a de bons juristes, un amendement vidant un accord interprofessionnel de sa substance, défendu avec succès par des parlementaires de la majorité RPR de l'époque à qui, dit-on, l'UIMM aurait versé une jolie obole de remerciement. Cette pratique a-t-elle encore cours? Le leader de la CFDT, François Chérèque qui ne décolère pas de voir les syndicats mis en accusation pose la question ».

Le même journal ajoute : « Dans le privé, les syndicats ont 5 % d'adhérents et mènent parfois grand train. L'argent vient forcément de quelque part.... L'UIMM se sentait à l'abri parce que ses fonds irriguaient tout le monde »

De l'aveu même de Denis Gautier-Savagnac, le montant actuel de la caisse noire serait de 600 millions d'euros. Il avoue que « Ce système ne correspond plus à une époque de clarté et de transparence ». C'est un terrible aveu car la nécessité de la clarté est éternelle et ne correspond pas à une époque ou à une autre.

Pour terminer très provisoirement le sujet, disons que ces gens voulaient éviter les grèves : ils ont eu les grèves et le déshonneur. En effet, beaucoup de grèves se sont déclenchées ou aggravées car plus elles duraient plus les valises augmentaient de poids. Cette observation, que nous croyons être seuls à faire dans la presse, dévoile une des causes parmi d'autres de la paupérisation de la France et ajoutons de la pourriture générale.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE FINANCEMENT DES SYNDICATS

Poursuivons sur ce sujet du financement des syndicats. Il est clairement maintenant avoué par les acteurs mêmes du système que ces syndicats, et probablement aussi dans la foulée des politiques, sont arrosés par le patronat depuis longtemps. Mais à ce financement il faut ajouter bien d'autres ressources comme les subventions diverses accordées par l'État. Selon la presse, les contribuables auraient versé 400 millions d'euros en 2006. Nous ne savons pas si ce chiffre comprend, non seulement l'État, mais aussi les collectivités locales et les organismes sociaux. Également, nous ignorons si ce chiffre comprend les avantages considérables reçus par les syndicats sous forme par exemple de salaires versés par des organismes de formation ou d'autres.

LE DESASTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Le désastre de la prétendue éducation prétendue nationale comporte de multiples aspects. Nous lisons dans la presse un chiffre tout à fait étonnant. Les étudiants en psychologie représentent en France 25 % des étudiants de cette spécialité dans toute l'Europe. Bien évidemment ils ne trouvent pas facilement de l'emploi dans ladite spécialité.

COURRIER DES LECTEURS

ATTALI

Bonjour !

Je voudrais faire une simple remarque. Attali était le plus obséquieux des conseillers de notre ancien Président François MITTERRAND, (il faisait partie de la bande des 40 voleurs).

Prendre Attali pour diriger une commission sur la libération de la croissance autant introduire le loup dans la bergerie.

Les annonces fracassantes sans grand effet d'ailleurs : suppression des lois inutiles. On les mets on les enlève et rien ne se passe.

Par contre, les Ecopolis c'est vraiment la ruine et nous avons déjà l'expérience des villes nouvelles. De fait si on voulait à coup sûr détruire notre pays, on ne ferait pas mieux. C'est notre ruine organisée. A qui a-t-on vendu la France ? Il est raisonnable de se poser la question.

C'est l'arroseur arrosé. Notre Nicolas, que personne daigne appeler notre Président de La République Française, a démantelé l'opposition et affaibli son pouvoir revendicateur en prenant au gouvernement les meilleurs de l'opposition, par contre comme toute chose a son revers, maintenant qu'ils sont dans la place, peut-on vraiment les cornaquer pour éviter leurs nuisances. Je ne crois pas que notre gouvernement en ait pour l'instant la capacité. Attendons voir, mais attendons-nous au pire.

Si notre Nicolas est si sûr de lui, si notre Nicolas a un brin de libéralisme, nous savons qu'il a une certaine intelligence et de la malice, saura-t-il la mettre ses capacités au profit du citoyen ou seulement à sa gloire qui ne sera dans ce cas que gloriole, .

Cordialement !

Jean-Marie BRUTY

ET ENCORE

Il faut répéter, sans se lasser, que la seule vraie façon de supprimer les freins à la croissance serait de libérer l'économie dans tous les domaines par suppression non seulement d'un grand paquet de lois, mais, en outre, d'un grand nombre de tâches étatiques avec la suppression des impôts correspondants.

Bien d'accord avec vous !

Gabriel.

CITATIONS

La commission de réforme de l'éducation nationale en 1969 :

« Il faut supprimer l'orthographe car elle contribue au maintien de l'ordre ».

Kadhafi :

« Nous avons 50 millions de musulmans en Europe. Sans épée, sans fusil, sans conquête, ils l'auront dans quelques décennies transformée en un continent musulman ».

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 29 OCTOBRE 2007

LA DICTATURE ECOLOGIQUE

Le XXe siècle s'était signalé par la coexistence de deux redoutables dictatures : la socialo-communiste et la nationale-socialiste, qui se sont livrées à une guerre impitoyable mais étaient en fait d'accord sur des points majeurs. Le XXIe siècle s'ouvre sur le danger de deux nouvelles dictatures : l'Islam et l'écologie ; là aussi, on trouverait des similitudes étranges entre ces deux dictatures en route pour la domination du monde.

Le mardi 23 octobre 2007 tout le monde a été appelé en France à faire un geste qualifié d'une façon ridicule de geste citoyen : il s'agissait d'éteindre toutes les lumières entre le 19 heures 55 et 20 heures ceci pour économiser l'électricité et pour, paraît-il, « sauver la planète ». Le lendemain, mercredi 24 octobre, les médias ont annoncé triomphalement que des millions de foyers avaient éteint leur lumière et que de cette façon l'on avait économisé 0,9 % de la consommation totale d'électricité du pays.

Il nous est demandé maintenant d'être « eco-responsable » au bureau. Cela veut dire par exemple de réduire le nombre de pages d'un rapport en écrivant recto-verso ; également, il faut faire baisser le besoin de climatisation et, sans rire, une association propose dans le cadre de la vie professionnelle de développer les réunions téléphoniques ou les conférences Internet et également de privilégier le train à la voiture, toujours pour sauver la planète.

Et voici maintenant la grandissime parlote dénommée « Grenelle de l'environnement », dont le titre en lui-même contient une allusion à une période fort sombre de notre histoire. La dictature écologique repose sur une pyramide de mensonges, chacun épaulant l'autre.

D'abord, vient l'idée que la planète serait en danger, qui, comme toutes les idées mensongères, profite largement à ceux qui font semblant d'y croire. Les profits médiatiques sont immenses, la photo d'un enfant affamé, sur un désert de cailloux, fait vendre le journal et joue le rôle coutumier du « sang à la une ». Les scientifiques ne peuvent plus faire une carrière raisonnable et enrichissante, s'ils émettent des doutes sur le mensonge. Les politiques se disputent avec avidité le nouveau hochet en vue de monter en grade et de prendre une plus large part de la rivière argentée qu'offre la « République Fromagère ». Nul scientifique sérieux ne peut prouver qu'il y aurait réchauffement climatique, que ce réchauffement climatique serait dû aux activités humaines et que la planète serait en danger. Une variation minime dans le soleil déclenche des changements climatiques et, au surplus, dans l'histoire telle qu'on la connaît il y eu de nombreux changements climatiques. Les hommes ont été créés par Dieu avec toute la raison et tous les moyens voulus pour gérer les changements climatiques à leur profit.

Une autre idée fausse sous-jacente est que l'homme serait de trop dans la planète et l'on voit ainsi rejaillir les idées erronées du club de Rome. Un autre wagon se trouve raccroché dans le train, on ne sait pourquoi, à savoir la prétendue nécessité de lutter contre la diminution de la biodiversité, terme sans signification connue dans la langue française. Selon l'habitude, se trouve véhiculée l'idée du développement durable, autre idole de la pensée unique totalitaire ou P.U.T.

Parmi les mensonges proférés récemment, l'on rencontre avec amusement un mensonge contradictoire : il n'y aurait plus de pétrole à la fin du siècle ; ce mensonge supprime la nécessité du Grenelle puisque le pétrole est accusé justement mensongèrement de réchauffer la planète.

Derrière toute la bulle écologique, se trouve l'aspiration à la dictature qui existe dans tous les systèmes étatiques et qui est d'autant plus forte aujourd'hui que les systèmes étatiques sont amplifiés par l'espoir fou d'un pouvoir mondialiste. Ce pouvoir, s'il se généralisait, en particulier à la faveur de l'écologie, serait plus totalitaire encore que les deux totalitarismes signalés plus haut à propos des XXe siècle ; en effet, l'environnement couvre toutes les activités humaines puisqu'il est pas possible pour un homme isolé et encore plus pour des groupes d'agir en quoi, que ce soit sans changer l'environnement d'une certaine façon ou d'une autre.

Les premières conclusions du Grenelle de l'environnement, célébrées en France le jeudi 25 octobre 2007, sont absolument terrifiantes, avec, en toile de fond, les mines réjouies de tous les acteurs qui s'embrassaient d'une façon burlesque dans la cour de l'Élysée, comme une équipe de football ayant marqué un but. L'un des héros de la fête, centre des effusions, était un présentateur de télévision qui, par l'usage immodéré de moteurs pétaradants et polluants, a violé et saccagé un grand nombre de sites prestigieux dans le monde.

Fut présentée comme un triomphe la création d'une taxe carbone et d'autres petites taxes de ci de là. C'est logique, puisque l'augmentation des dépenses publiques se poursuit à vive allure et rend nécessaire l'accroissement permanent des impôts :

l'affolement règne dans tous les ministères dont les nombreux conseillers galopent dans les couloirs à la recherche d'idées fiscales nouvelles. La taxe pourrait compte tenu de certaines évolutions espérées atteindre 60 milliards d'euros en 2012 !

S'ajoutent évidemment de multiples atteintes aux libertés. La construction des autoroutes ainsi que celle des aéroports va être arrêtée, au profit du développement du TGV. N'oublions pas, à ce sujet, que les TGV existants ont contribué largement à la ruine de la France par l'endettement de la SNCF. De nouvelles obligations vont être imposées aux constructeurs en matière d'isolation et de bilans énergétiques jusqu'à l'interdiction des ampoules à incandescence, venue là on ne sait pourquoi.

Toute cette comédie pourrait s'apparenter à une véritable gaminerie collective. Malheureusement c'est l'annonce d'un pouvoir totalitaire qui peut s'exercer sur toute la vie des gens et les empêcher justement par la paupérisation qui en résultera de trouver les solutions qu'ils doivent mettre en oeuvre d'abord par eux-mêmes, dans le cadre de leurs métiers respectifs ainsi que du marché libre pour gérer les changements climatiques s'ils existent vraiment.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@easyconnect.fr

REVUE DE PRESSE

SANS BLAGUE

Selon l'hebdo les Quatre Vérités, Sarkozy a interdit aux ministres de poser pour des photos de presse avec leurs conjoints ou conjointes... .

ALERTE

Les journaux viennent d'affirmer que le salaire du président de la République pourrait, à sa demande, être doublé. Il est évident qu'une telle éventualité, surprenante dans un pays en faillite avancée, n'a aucun lien avec un quelconque événement récent ! D'ailleurs, dès son arrivée au pouvoir, Raffarin avait quasiment doublé le salaire des ministres, tout en disant que cela ne l'intéressait pas !

LES BREVES

LES LOYERS PARISIENS ENCADRES

Le pouvoir socialiste poursuit, sans pitié, sa politique contre le logement. Un décret du 29 août 2007 reconduit l'encadrement des loyers en agglomération parisienne pour les baux renouvelés entre le 31 août 2007 et le 30 août 2008. Le prétendu objectif est de freiner le mouvement général de hausse des loyers. Des socialistes ne peuvent pas comprendre que seule la liberté peut conduire à la baisse des loyers et que toute réglementation dans ce domaine raréfie les bailleurs privés et le nombre d'appartements ou de locaux mis en location, ce qui pousse justement à la hausse des loyers.

POUR LA PRIVATISATION DE L'EDUCATION

Il est certain que l'éducation devrait être privatisée, le mammoth n'étant pas réformable par nature. L'éducation, dans le droit naturel, ne devrait nullement relever de la responsabilité de l'État mais, uniquement, de celle des parents ; ces derniers peuvent, certes, organiser chez eux ou en groupe « l'école à la maison » qui se développe beaucoup aux États-Unis par exemple ainsi qu'un peu dans d'autres pays, comme la France. Mais, dans le cas général, les parents pourraient confier leurs enfants aux écoles de leur choix qui devraient être très nombreuses et en concurrence dans un pays où l'économie de marché règnerait. Les avantages qu'offrirait une privatisation de l'éducation sont nombreux. Un avantage important, parmi d'autres, d'une éducation privatisée est la possibilité de se livrer à des innovations ; dans une éducation nationalisée l'innovation est très difficile.

Une information intéressante et tout à fait récente nous offre l'occasion de le montrer.

En France, où l'éducation est étroitement nationalisée et surveillée par l'Etat, il existe tout de même des marges de liberté que certaines écoles, bien qu'étant soumises à l'Education Nationale par l'intermédiaire des contrats, arrivent à exercer.

C'est le cas des écoles organisées et dirigées par les évangélistes. Ce que nous allons décrire ne veut pas, évidemment, indiquer que nous nous rallions aux églises évangélistes, mais simplement que nous citons leur exemple à propos de sa signification pour l'éducation.

Dans certaines de ces écoles, les évangélistes sont arrivés, grâce aux moyens modernes et à une organisation adéquate à monter des écoles qui réalisent dans la même classe une sorte de préceptorat. Chaque élève devant sa machine dispose d'un précepteur à sa mesure et s'entraîne individuellement selon son rythme ; quand il a une difficulté, c'est la machine qui répond. Dans la classe, il y a un professeur qui aide les élèves à progresser et à

comprendre lorsque survient une difficulté non résolue par la machine. Le système permet de faire coexister dans la même classe des élèves de niveau différent.

La description que nous donnons n'est probablement pas parfaite et il est probable que le système n'a été mis au point qu'après beaucoup d'essais. Il est intéressant de relever cette possibilité d'un enseignement sur mesure ; il existait jadis très souvent et très longtemps dans les milieux fortunés dont les enfants n'allaient pas à l'école publique ou privée mais bénéficiaient des services d'un précepteur. C'est donc devenu possible aujourd'hui ; le système a du nécessiter le dégagement de certains capitaux et est peut-être encore assez coûteux. Ce n'est nullement un inconvénient, car, dans le système capitaliste, les innovations font rapidement tache d'huile et les coûts s'écrasent rapidement.

La mise au point de cette innovation la place au niveau de tout le monde puisque que tous les parents, indépendamment de l'option évangéliste, peuvent en faire bénéficier leurs enfants.

Il est clair qu'une telle innovation est d'importance majeure et absolument impossible dans une organisation nationalisée de l'éducation, où d'innombrables obstacles existent contre toute innovation.

D'abord la chimère de l'égalité qui règne et qui oblige à faire bénéficier tout le monde tout de suite des innovations, ce qui est impossible : une innovation doit être mise au point et expérimentée avant sa généralisation. Ensuite, se trouve l'obligation de chacun, enseignants et parents, de se soumettre au même système ; avec un tel état d'esprit les innovations ont peu de chances d'émerger, le poids des habitudes les tuant par avance. Et puis, il faut signaler la lourdeur administrative, les caciques qui règnent au sommet n'acceptant pas le plus souvent qu'on leur présente des idées nouvelles.

Si les écoles étaient privatisées, les innovations naîtraient d'elles-mêmes avec les investissements voulus et, dès qu'elles fonctionneraient d'une façon satisfaisante, ne tarderaient pas à se répandre, ne serait-ce que par l'exemple qu'elles donneraient et par le souci des firmes concurrentes d'offrir les mêmes avantages. Par suite de la généralisation, les coûts diminueraient inévitablement comme il se produit toujours dans le système capitaliste par la généralisation des progrès.

DOCUMENTS

HISTORIQUE AIRBUS

Mordicus mars 2007

Ca aide la mémoire qui flanche

Douée esthétiquement et intellectuellement, madame Royal se révèle une piètre ménagère car elle ne sait pas balayer devant sa porte, selon une expression populaire tout à fait significative.

Avec ses acolytes, Le Guen, Richard, Rocard, elle s'en prend avec véhémence à la « gestion scandaleuse depuis cinq ans du dossier EADS/AIRBUS ». Elle-même et ces personnalités ont la mémoire courte lorsque cela les arrange (d'autant que l'électeur a encore une plus grand faculté d'oubli).

Qui a décidé de démanteler la prestigieuse Aérospatiale, société nationale fournissant à la France une importante fraction de ses armes, au bureau d'études héritier de ceux qui, sous la IVème République et aux débuts de la Vème avaient hissé la France aérospatiale au 3^{ème} rang mondial ? Qui, sinon le gouvernement de M. Jospin, celui-ci aujourd'hui membre de l'équipe Royal.

Qui a cédé généreusement 31.45 % de la future entreprise Matra-éospace à J.L. Lagardère, préparant ainsi la privatisation de l'Aérospatiale bradée au secteur public et aux capitaux étrangers ? Le gouvernement de M. Jospin. Aujourd'hui, madame Royal s'attaque au groupe Lagardère « si proche du pouvoir (celui du gouvernement socialiste ?) qui s'est opportunément désengagé quelques semaines avant l'annonce des retards de l'A. 320 (mais non madame, de l'A 380) ». Mais ce sont ses amis qui l'ont abusivement, transformé en principal dirigeant de l'ensemble EADS-AIRBUS.

Qui a souscrit à un montage politico-industriel aussi absurde que celui d'EADS, à la direction bicéphale aux intérêts nationaux divergents, à la hiérarchie interne compliquée par des conceptions techniques différentes, conséquences du cloisonnement national séculaire ? Qui n'a pas compris ce que devait être une entreprise industrielle et commerciale affrontant la concurrence internationale avec un patron, une équipe, une doctrine ? Messieurs Jospin et Strauss-Khan confondant politique et industrie pour créer un monstre qui ne pouvait qu'aboutir à « la catastrophe et au scandale » que dénoncent aujourd'hui M. Jean-Marie Le Guen et aussi M. Rocard soulignant le « désastre financier »

« L'Etat peut faire et doit faire, la puissance publique doit assumer ses responsabilités... » déclame madame Royal. Mais qui ne les a pas assumées en se déchargeant de l'Aérospatiale au profit du secteur public sinon le gouvernement de M. Jospin ?

« Avec moi l'Etat sera fort, juste à sa place », insiste la candidate. Mais comment la France peut-elle bénéficier d'un Etat fort après que son maître à penser, François Mitterrand lui eut infligé le traité de Maastricht et les abandons de souveraineté qu'il implique ?

Selon le Nouvel Observateur (du 21 octobre 1999) publication dont madame Royal ne peut nier la compétence, M. Lionel Jospin (en créant EADS) a mis sur pied... « un outil puissant de la contraction d'une Europe forte, solidaire et maîtrisant pleinement son avenir » et Airy Routier, le signataire de l'article d'ajouter : « le Premier ministre a insisté sur le « caractère équilibré de l'actionnariat stable et de long terme du nouveau groupe ». Et il précise « Victoire de l'Europe ? Nul ne peut en douter ».

Outil puissant de la construction d'une Europe forte et solidaire ? L' « outil puissant » est en état de faiblesse, l'Europe n'a pas été solidaire mais source de division et d'échec. Belle prospective.

Et belle réussite pour la France que de « transformer l'entreprise publique Aérospatiale en une société franco-allemande, société au nom anglais logée à Amsterdam ». C'est ce qu'acceptèrent MM. Jospin et Strauss-Khan celui-ci ayant reçu la mission de négocier avec les Allemands la capitulation française.

En 1999, ainsi qu'on l'a vu, le premier ministre avait proclamé « le caractère équilibré de l'actionnariat stable et de long terme ». En fait de stabilité, à la fois Lagardère et Daimler-Chrysler réduisent leur participation, la Grande-Bretagne se retire du capital, si bien que « l'actionnariat n'a été ni stable ni de long terme ». C'était un peu osé de la part de MM. Jospin et Strauss-Khan que de fonder le succès d'une entreprise scientifico-technique sur un groupe de presse français et une firme germano-américaine d'automobile. Et le pari a été perdu. Aux contribuables de remédier à ce désastreux gâchis et aux candidats à la présidentielle de profiter de l'aubaine en multipliant les déclarations démagogiques et les apparitions à la télévision afin de quêter des voix. Mais le mal est fait. Aux contribuables de panser la plaie.

En vingt cinq ans la France a perdu – définitivement – la place éminente qu'elle occupait dans le domaine aérospatial. La stupide politique du tandem Mitterrand-Hernu visant la réalisation d'un avion de « combat européen » a abouti aux succès commerciaux d'un appareil anglo-allemand, l'Eurofighter et à la généralisation en Europe d'avions américains F 16 et F 35 et cela pour la durée du siècle. Au détriment des études et de la production françaises qui avaient gagné plus de la moitié du marché mondial, avec une trentaine de pays acquéreurs. Quelque 3000 techniciens de haut niveau, près de 200.000 spécialistes qui en vivaient ont dû en venir à de pénibles reconversions...

Mais, après tout, les Français, qui en ont vu d'autres, s'accommodent du choix politique qu'ils ont fait. Ils sont prêts, d'ailleurs, à en faire, à nouveau, d'aussi malheureux.

Jaloux, voici cinq siècles, Charles Quint disait déjà : « Aucun pays n'a plus fait pour son malheur que la France et, pourtant, tout lui a tourné à bonheur ». A condition de ne point lasser le bonheur.

RUSSIE

Les hackers investissent le champ politique

Andreï Dolguikh, Evguenia Zoubtchenko, Anton Douguine, Novyé Izvestia

De l'attaque de sites gouvernementaux étrangers aux piratages entre partis, la "cyberguerre" est en plein essor en Russie. Et les cracks de l'informatique deviennent des recrues de choix pour les services secrets.

Le parquet d'Etat de Tallinn a reproché à la Russie de ne pas vouloir poursuivre les hackers qui ont organisé une cyberattaque contre des sites gouvernementaux estoniens au printemps dernier. Cette campagne virtuelle avait débuté lors des manifestations contre le déplacement de la statue du soldat soviétique de la place Tonismagui à Tallinn. Des représentants du mouvement de jeunesse pro-Kremlin Nachi avaient presque immédiatement reconnu en être les auteurs. En revanche, Konstantin Goloskokov, l'un des commissaires de Nachi, qui, dans la nuit du 29 au 30 avril, a bloqué trois sites officiels estoniens avec des amis hackers, assure avoir agi de son propre chef, déclarant que, "dans le mouvement, tout le monde ne partageait pas l'initiative". Reste que l'Estonie s'est empressée d'accuser les autorités russes, en particulier les ministères "de la force", ce qui selon les experts n'est pas tout à fait infondé.

En Russie, l'Institut de cryptographie, de communication et d'informatique de l'Académie du FSB [Service fédéral de sécurité, successeur du KGB] forme les meilleurs spécialistes qui soient. On peut éventuellement les qualifier de hackers, mais leur domaine d'activité est beaucoup plus vaste. Savoir ce que font ces jeunes gens une fois leur précieux diplôme en poche reste un mystère.

Des hackers civils affirment avoir été souvent approchés par des militaires qui leur auraient proposé avec insistance d'apporter leur collaboration à l'Etat. "La plupart des structures militaires et de maintien de l'ordre emploient des hackers", nous a expliqué Igor Tikhi, de la société informatique High-Techo. "Certains passent progressivement du statut de hackers à celui d'agent civil des services secrets, se voient attribuer une fonction officielle, un salaire et même un grade."

Un hacker répondant au pseudonyme de Casper nous a confié que "la méthode de recrutement va de la persuasion à la contrainte. En fait, les hackers se font presque toujours prendre à un moment où ils piratent un site ou volent des infos. Alors, pour éviter la prison, ils sont forcés de travailler pour les autorités."

Personne ne saurait affirmer précisément ce que font les hackers engagés par les services secrets, mais les membres de l'opposition russe qui ont été victimes d'attaques perpétrées par des cybercriminels ne cessent de répéter qu'ils sont bel et bien leur cible privilégiée. Ainsi, fin février et début mars, à la veille de la "marche du désaccord" de Saint-Pétersbourg, le site des organisateurs de la manifestation s'est retrouvé bloqué par des envois massifs de messages destinés à saturer leur serveur. Ces attaques contre l'opposition se sont répétées en avril et mai, mettant hors service les sites d'Autre Russie ou du Front civique uni.

"Depuis le début de l'année, notre site a subi quatre grosses attaques de hackers", constate Sergueï Sotchnev, administrateur du site de Garry Kasparov. "Il reçoit tellement de messages que le système ne peut les gérer, et il plante. Nos spécialistes ont établi que nous étions en permanence sous le feu de 120 000 ordinateurs installés en différents endroits de la planète. Nous n'avons rien pu faire." Pour lui, aucune équipe de simples hackers ne serait capable de se livrer à une agression aussi massive et prolongée. Les services secrets ne sont pas les seuls à payer fort cher pour utiliser l'habileté et l'intelligence des hackers.

Les partis politiques en emploient aussi et n'hésitent pas à déclarer qu'attaquer les sites de leurs opposants n'a rien de répréhensible - mieux, que c'est très tendance. "Dans notre société de l'information, Internet est devenu l'un des principaux fronts de la lutte entre organisations concurrentes", note le politologue Andreï Okara. "De nombreuses forces tentent de contrôler l'information, une sphère essentielle. Nous observons un développement de plus en plus net des 'cyber-guerres' à l'intérieur du pays. C'est un terme nouveau qui est entré dans le vocabulaire politique. Rien d'étonnant à ce que politiciens et responsables d'organisations veuillent se constituer des armées de hackers afin de disposer contre leurs adversaires d'une arme de plus - et d'une arme redoutable."

Les partis et mouvements qui ont réussi à s'attacher les services de génies de l'informatique ont une chance formidable, estiment les experts. Pour Nikolai Andreev, le directeur de la publication de la revue Khaker ["Hacker"], "la plupart des hackers sont apolitiques, à part les extrémistes convaincus. Malgré tout, certains s'intéressent parfois au sort d'un parti et sont tout à fait disposés à l'aider. Sachez en tout cas que ce n'est pas avec de l'argent que l'on peut séduire un hacker. Ils ont suffisamment de possibilités de très bien gagner leur vie sans se mêler du cirque politique."
